

Modeste Boukadia, candidat indépendant à l'élection présidentielle

«L'autre politique», pour bâtir un marché intérieur, véritable espace de liberté»

Candidat indépendant à l'élection présidentielle, de juillet 2009, Modeste Boukadia avait manifesté son intention de se lancer dans la course présidentielle depuis le 4 novembre 2008. De nationalité française de naissance, il a opté, aujourd'hui, pour la nationalité congolaise. En séjour à Pointe-Noire, il a animé, dimanche 8 mars 2009, dans la salle de réunion de Ndaka susu, à Tié-tié, une conférence de presse pour présenter son projet de société intitulé: «L'autre politique».

Dans son mot introductif, Modeste Boukadia a, tout d'abord, situé l'événement qu'attendent les Congolais. «Comme vous le savez, en juillet de cette année 2009, le Congo doit faire face à son destin. L'occasion est, enfin, venue, pour le peuple congolais souverain, de porter à la magistrature suprême, un nouvel homme politique civil, indépendant des partis traditionnels qu'il doit respecter par la voie du suffrage universel non biaisé. C'est un moment historique, car les Congolais et les Congolaises doivent librement décider de leur avenir et édifier un havre de paix qui est, en réalité, le vrai visage de notre pays», a-t-il déclaré.

Le candidat indépendant s'est ensuite lancé dans la présentation de son projet de société, en retraçant ses grandes lignes. «Le projet que je mets à la disposition de l'ensemble de nos compatriotes s'intitule simplement «L'autre politique», parce qu'il est fort possible qu'il ne puisse y avoir d'autres qui soient viables. Il représente ma vision globale quant à mettre, enfin, en œuvre une politique axée principalement sur la construction de notre marché intérieur. Il s'agit pour tous, de construire un véritable espace de liberté, pour jouir, sans discrimination et en pleine indépendance, d'une mise en place de la technologie moderne, pour nous assurer de la qualité de vie que l'on attend, en échange de nos ressources naturelles. Ce projet n'est

autre que notre République, par la conférence nationale souveraine de 1991, le seul projet de société inaliénable que tous les citoyens de ce pays se doivent de mettre en œuvre, pour le seul profit de tous.

Pour que notre République trouve force et vigueur, il nous faut nous atteler, ardemment, à la restauration de l'Etat et de ses structures qui sont les vrais outils de la garantie de la crédibilité de notre pays. Ce projet, que d'aucuns peuvent qualifier de société qui nous est commune, est bien celui de la République, une et indivisible, proclamée le 28 novembre 1958, à Pointe-Noire, par les pères Félix Tchicaya, Jacques Opangault et Fulbert Youlou. Pour rendre notre République accessible à tous, il est indispensable de restaurer l'Etat et réformer ses structures. C'est une nécessité absolue, même pour nous, vous mesdames et messieurs de la presse, car c'est là que réside votre force, pour informer, de manière indépendante, ce qui est la garantie de notre liberté et de la vôtre, car je sais que votre profession n'est pas facile, dans bon nombre de pays, surtout en Afrique.

En définitive, notre projet a pour objectif ce qui fonde l'humanité commune à tous les hommes. Elever nos enfants dans la dignité et la sécurité, grâce à une éducation et une formation continue au long de la vie, pour participer de l'évolution du monde. Construire, avec tous nos voisins, une solidarité sociale, efficace, par un revenu différé pour



Modeste Boukadia.

tous, qui, par transfert, deviendra le revenu des hommes de l'art. Faire en sorte que tous les personnages en âge d'être actif selon une limite d'âge qui reste à définir, ce qui ne peut être tant qu'un recensement général fiable n'est pas assuré, reçoivent un revenu, non pas gratuitement, mais en échange d'une activité honorable participant de la création de notre marché intérieur. Ce projet intitulé «L'autre politique» et qui résume ma vision globale, s'articule autour de dix points essentiels ou encore les dix pas vers la prospérité et la qualité de vie que l'on souhaite tous, n'est pas une utopie, voire une vue de l'esprit. Nous l'atteindrons, en coordonnant toutes nos actions concrètes que nous mènerons, tous ensemble, avec intelligence, efficacité et courage, surtout pour les élites qui auront la charge admirable et historique de le conduire et qui fera école. Paix, sécurité, qualité de vie, santé, éducation, formation, famille, entreprises, jeunes, anciens, unité panafricaine, répartition et financement, environnement et respect de la nature en gestion durable pour renouveler les ressour-

ces et gérer dans le temps sont des axes sûrs de ma réflexion quotidienne:

- 1-couverture sociale généralisée garantie pour tous;
- 2-rémunération immédiate des retraites et pensions;
- 3- fonds pour l'égalité des changes;
- 4- indemnisation de toutes les victimes innocentes;
- 5- création des infrastructures vitales;
- 6- réorganisation des échanges commerciaux en hors différentiel de charges;
- 7- développement de notre marché intérieur;
- 8- réhabilitation de la force publique;
- 9- moralisation de la vie publique;
- 10- construire les Etats-Unis d'Afrique centrale.

Voilà les dix points essentiels de «L'autre politique» vers cette prospérité endogène qui résultera de la vente de nos ressources naturelles contre tous les équipements dont on a besoin pour bâtir notre marché intérieur et que l'on acquerra auprès de nos partenaires historiques, en pleine souveraineté et indépendance, pour restaurer la qualité de vie digne dont on rêve à laquelle on aspire, tous, depuis les indépendances», a-t-il conclu.

Répondant à l'une des questions des journalistes sur son logo, Modeste Boukadia a fait savoir que «quand la campagne électorale sera déclarée ouverte, la population reconnaîtra mon logo composé de deux plantes dont les vertus nous sont, tous, connus (mantsusu et sangha-vulu). Le Congo est malade de tout et ces plantes que nos anciens utilisent à travers tout le territoire, pour soigner, ne sont-elles pas les prémices de la victoire à l'élection présidentielle de juillet 2009?»

Propos recueillis par
Equateur Denis NGUIMBI

(Suite de la page 3)

Faire. «Mais, si l'Etat le, quel est l'origine de presse qui état...



ridique dans la Constitution. Parce que, je vous rappelle que la Constitution du 20 janvier 2002, ne reprend pas, par exemple, le mécanisme de